



# Expérience du Mali face à la récente flambée des prix alimentaires et énergétiques

## Forum fiscal africain – Défis de la politiques budgétaire en Afrique

Hôtel et centre de conférences *Townhouse*  
Le Cap 9-10 novembre 2011

**Sidiki TRAORE**

Ministère Délégué Chargé du Budget du Mali

# Plan de présentation

- Contexte
- Ripostes politiques récentes à la volatilité des prix
- Récapitulatif des enseignements
- Perspectives et Défis

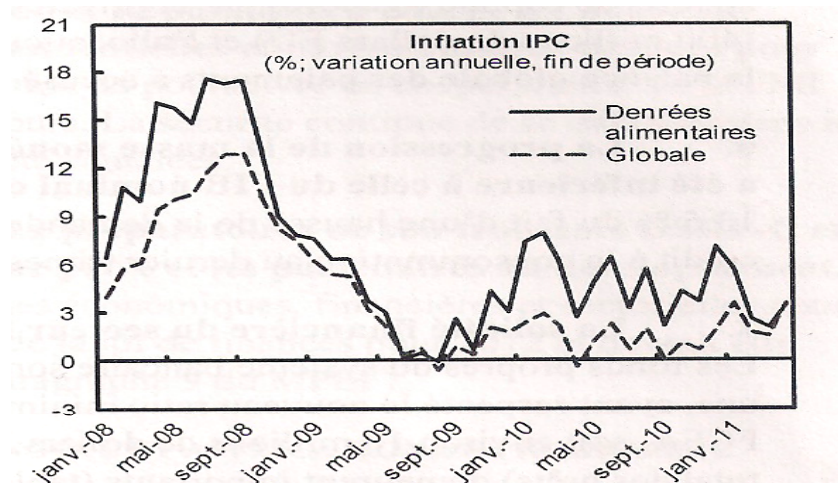
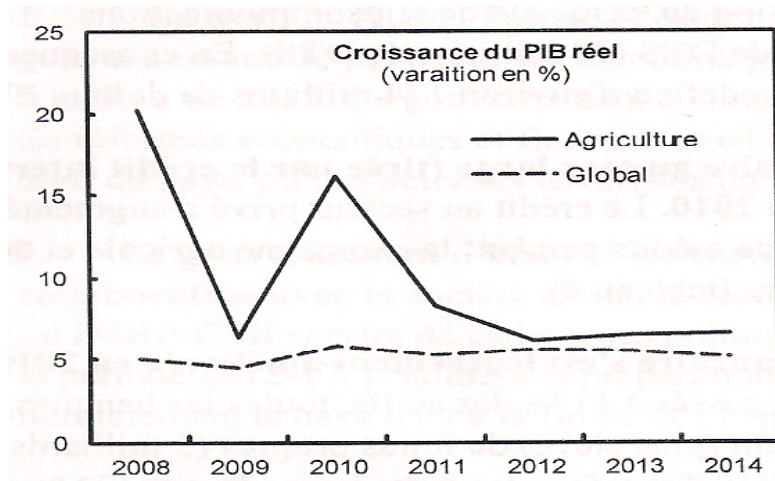
# Contexte (1)

- L'économie du Mali a une forte dépendance vis-à-vis des cours de trois (3) matières premières : l'or et le coton du côté des exportations, les produits pétroliers du côté des importations.
- En plus de ces trois produits il faut cependant ajouter, dans une moindre mesure et toujours du côté des importations, les produits alimentaires.

## Contexte (2)

- Pour les produits pétroliers, le Mali importe actuellement la totalité de sa consommation annuelle. Sur les trois dernières années ces produits ont représenté plus de 20% des importations du pays, loin devant les importations de produits alimentaires (environ 10%).
- La flambée des cours mondiaux des denrées alimentaires et des carburants de 2008 a eu comme effet la hausse de l'inflation de 13% avec une croissance de 5% grâce à la bonne campagne agricole

# Evolution de la croissance et des prix



# Ripostes politiques récentes à la volatilité des prix

- Pour faire face à la volatilité des prix le Gouvernement a mis en place des politiques qui visent à minimiser l'impact de ces variations (1) sur le budget de l'état, (2) sur l'activité économique, et (3) sur le pouvoir d'achat des ménages, notamment celui de la tranche la plus pauvre.

# Du coté de l'Energie

- Ainsi, le gouvernement pour protéger les coûts intérieurs des carburants contre la hausse des cours internationaux ajuste régulièrement la taxe sur les importations de produits pétroliers afin de maintenir les prix à la pompe à un niveau relativement stable.
- Cette politique, bien qu'elle ait permis de maintenir une certaine stabilité des prix de l'énergie et des transports, a conduit à d'importants manques à gagner pour le budget de l'Etat estimés à 62 milliards de FCFA (1,6 pour cent du PIB) en 2008, 7 milliards de FCFA (0,2 pour cent du PIB) en 2009 et **13** milliards de FCFA (**0,3** pour cent du PIB) en 2010.

# Du coté de l'Energie

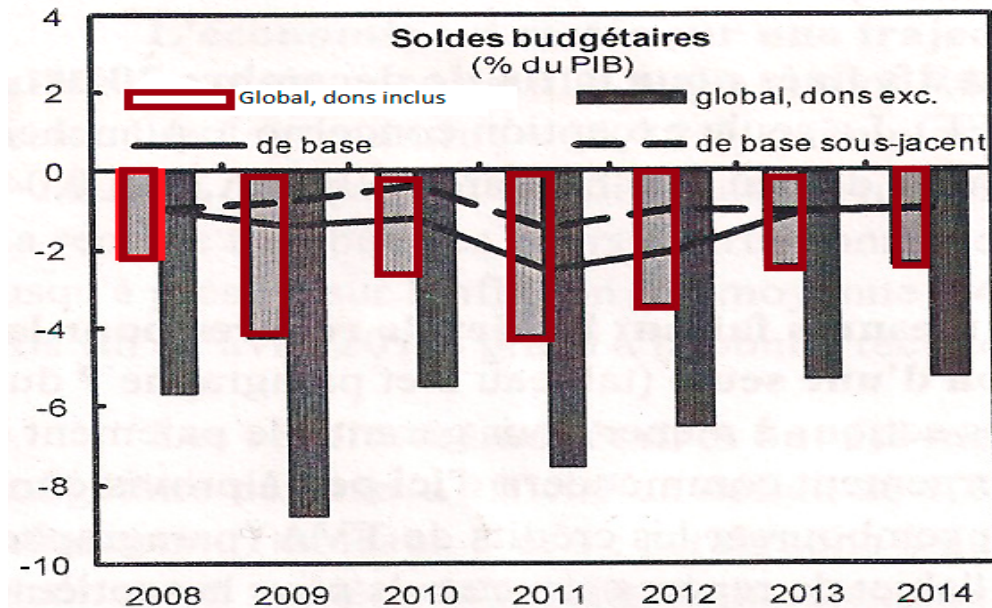
- Cependant, en décembre 2010 le gouvernement a adopté un mécanisme de répercussion des cours internationaux du pétrole sur les prix intérieurs qui permettra de sécuriser les recettes fiscales de l'Etat tout en modulant les augmentations trop brusques des prix à la pompe.
- De même, il finalise actuellement un mécanisme d'indexation des prix de l'électricité avec le concours de la Banque mondiale. Pour stabiliser les prix de l'énergie à moyen terme le gouvernement privilégie maintenant de développer des sources alternatives d'énergie, notamment le potentiel hydroélectrique, et la connexion aux réseaux sous régional etc.



# Du coté des produits alimentaires

- quant aux prix des denrées alimentaires, la production agricole des céréales compense les chocs.
- Cependant, il faut remarquer que cela coûte à l'Etat notamment à travers la mise en place de subvention aux intrants agricoles pour 21,7 milliards de FCFA en 2010 pour la campagne 2010-2011.
- De façon générale, pour les produits alimentaires la politique consiste à encourager la production domestique.

# Récapitulatif des enseignements (1)



# Récapitulatif des enseignements (2)

- Les subventions des prix ont un coût budgétaire élevé;
- La résorption des chocs énergétique et alimentaire de 2008 a permis de faire retomber l'inflation à 2,2% en 2009, la même année la croissance ( 4,5%) a été plus forte que prévue grâce à la relance de la production agricole domestique
- Les stratégies de réforme peuvent être renforcées par :
  - Faire clairement état de l'ampleur du coût budgétaire des Subventions
  - Un programme précis de réallocation de l'épargne budgétaire au profit des investissements publics dans les secteurs (éducation, santé, infrastructure)
  - Élaboration de mesures de protection sociale bien ciblées en faveur des ménages pauvres
  - Adoption d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix

# Perspectives et défis

- De façon générale, notre objectif, vis-à-vis de la variabilité des prix des produits alimentaire et énergétique est d'appliquer une politique budgétaire viable à moyen terme à travers une maîtrise des subventions.
- Cependant, quand vous avez le plus souvent divers chocs **opposés** et de magnitude presque comparable, que faut il faire ?
- Une piste de solution est bien sûr la diversification, notamment celle des exportations mais aussi des sources de revenu publique.
- Mais cela n'est possible qu'à moyen terme. Nous somme à l'écoute à ce sujet pour d'autres suggestions.

Je vous remercie de votre aimable  
attention